

Après l'adoption des budgets Bayrou :

Unité pour combattre la politique du gouvernement Macron-Bayrou et pour la satisfaction des revendications !

À la suite de la censure du gouvernement Barnier le 4 décembre dernier, les projets de budgets de l'État et de la Sécu, qui contenaient des mesures particulièrement rudes contre l'école, les services publics ou la Sécu, se retrouvaient provisoirement mis sur pause.

La mobilisation importante dans la Fonction publique et tout particulièrement dans l'Éducation Nationale, le 5 décembre dernier, pouvait ouvrir la perspective d'un retrait définitif de ces mesures. Mais la mobilisation a également été mise sur pause par l'intersyndicale de la fonction publique, ouvrant ainsi une nouvelle situation avec la nomination par E. Macron du gouvernement Bayrou.

En insistant sur le « mur de la dette et des déficits », F. Bayrou annonçait qu'il chercherait à faire des « économies ». Son projet ? Faire accepter l'austérité et les contre réformes par le dialogue social.

Des budgets destructeurs !

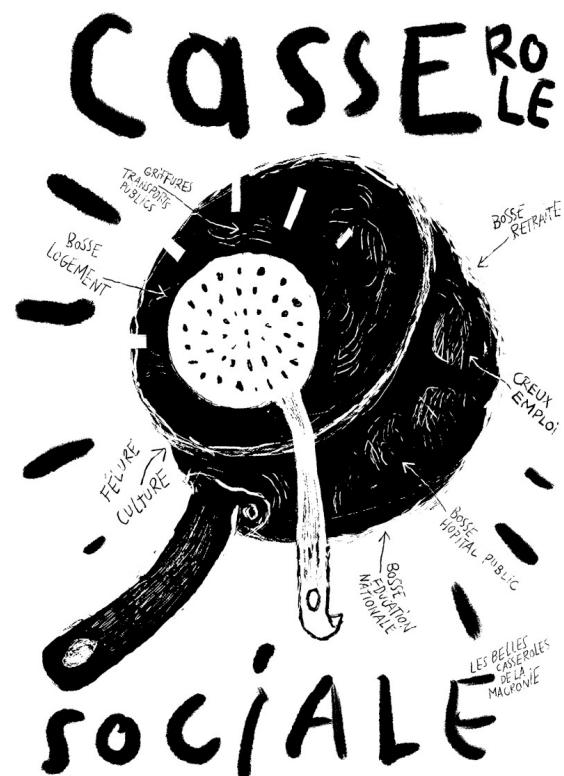
Le gouvernement Bayrou a fait adopter le projet de loi de finances (PLF) et celui de la Sécurité sociale (PLFSS) après l'utilisation de l'article 49-3. Sur la loi de finances, les « économies » sont de l'ordre de 34 milliards d'euros, c'est-à-dire les mêmes ordres de grandeur que le gouvernement Barnier au moment de sa chute.

À l'État, le gouvernement entend réaliser 24 milliards d'économies, soit plus de 5 milliards supplémentaires par rapport à la copie initiale du gouvernement Barnier. Le ministre de la Fonction publique Marcangeli confirme le maintien de la mesure faisant passer l'indemnisation des jours d'arrêt maladie ordinaire à 90%, permettant au gouvernement de porter un nouveau coup au statut et de réaliser près d'un milliard d'euros d'économies (trois fois plus que la mesure sur les jours de carence, provisoirement abandonnée).

La suppression de la GIPA est également maintenue, alors que le gel du point d'indice se poursuit accentuant ainsi les pertes financières des fonctionnaires.

Dans l'Éducation nationale, la rentrée 2025 se fera à budget constant malgré l'annulation annoncée des suppressions de postes d'enseignants (largement théorique du fait de la crise de recrutement organisée par les différents gouvernements). Le gouvernement s'autorise des coupes sombres (le gel de l'utilisation de la part collective du pass culture dans les établissements scolaires en est une des illustrations, au moment où les dotations horaires arrivent) de

même que dans l'enseignement supérieur (1 milliard d'économies !), alors que 80% des universités sont déjà en déficit, ou encore au ministère du travail.



dessin BRUNO CHARZAT- FDL

S'agissant des collectivités territoriales, les coupes sont évaluées à 2 milliards. Plusieurs collectivités (région pays de la Loire notamment) ont déposé de véritables budgets d'austérité, ciblant notamment la culture et le financement des associations.

Pour la Sécu, le montant annoncé des « économies » conduira à de nouvelles difficultés dans les hôpitaux et pour se soigner convenablement.

est de 8,4 milliards d'euros, ce qui



En parallèle du budget, une offensive qui se poursuit sur tous les terrains !

✓ Un « conclave » sur les retraites

Après l'annonce de nouvelles concertations sur les retraites au moment de son discours de politique générale, une première réunion s'est tenue le 17 janvier. À rebours de la revendication d'abrogation de la réforme Macron-Borne, les syndicats devraient se soumettre au respect d'un équilibre défini selon le rapport commandé à la Cour des comptes pour le 19 février. Pire, en affirmant qu'il existerait un déficit (minoré) d'environ 50 milliards d'euros, imputable aux fonctionnaires, F. Bayrou tente d'ouvrir la voie à un processus de remise en cause du Code des pensions.

✓ La poursuite du « choc des savoirs »

Pour la rentrée 2025, les organisations syndicales ont reçu des projets de décret et arrêté consolidant **les groupes de niveau en 6^e et 5^e** (suite à l'annulation de la mesure par le conseil d'État). La ministre Borne annonce la suppression de la mesure transformant le brevet en examen obligatoire pour entrer au lycée mais maintient les classes de prépa seconde pour l'année 2025-2026.



Tout cela s'articule avec les **nouveaux programmes** et le **nouveau socle** commun qui doivent être réécrits de la maternelle à la Terminale, avec la volonté d'imposer des pratiques. Cela va de pair avec les **évaluations standardisées** et les **manuels labellisés**. Dans la même logique, la

ministre a également annoncé sa volonté de mettre en place la **réforme des concours** et de la **formation initiale** à la rentrée 2026, de même qu'une modification des règles sur les mutations.

À l'évidence, le ministère tente de poursuivre la mise en œuvre du « choc des savoirs », avec pour objectif une profonde transformation du métier.

✓ De nouvelles attaques se profilent !

L'adoption des projets de budgets régressifs du gouvernement rentre évidemment en contradiction avec la satisfaction des revendications les plus urgentes des personnels (hausse des salaires, création des postes statutaires, abrogation de la réforme des retraites, abrogation du choc des savoirs ...).

L'adoption des projets de budgets constitue également pour le gouvernement un point d'appui pour aller plus loin. Dès aujourd'hui, le gouvernement annonce travailler au budget 2026 avec l'objectif d'imposer 100 milliards d'économies d'ici 2029, suivant la trajectoire dite de réduction des déficits. F. Bayrou explique ainsi que « *tous les ministères vont se lancer dans une réflexion afin de s'attaquer à la refondation de notre action publique. Ce n'est pas possible de continuer à faire comme avant en prenant les dépenses de l'année précédente et simplement en les reconduisant augmentées du niveau de l'inflation* ». C'est dire la menace importante qui continue de peser sur la Fonction publique mais aussi sur la Sécu.

Contre les budgets Bayrou, pour la satisfaction des revendications ! Pour la mobilisation unie !

Aucune mobilisation n'a été organisée par les directions des syndicats contre les projets de budgets Bayrou, en dépit des attaques qu'ils contiennent.

Inévitablement, l'application de cette politique provoquera des réactions : l'émoi suscité par le gel de la part collective du pass culture dans les établissements scolaires ou la recherche d'une issue dans les universités, en sont une indication. La poursuite du choc des savoirs, les nouvelles attaques annoncées contre les fonctionnaires, contre la Sécu ou sur les retraites entraîneront des résistances.

Seule la mobilisation unie des personnels et de leurs organisations syndicales peut permettre de mettre en échec cette politique. Mais cela impose de refuser le piège dans lequel Bayrou entend enfermer les syndicats : des « concertations » sur les retraites alors qu'il refuse d'abroger la loi de 2023 et tente

d'avancer vers des reculs supplémentaires (retour de la retraite à points ? ...).

Sur toutes les questions, la défense des revendications, des acquis fondamentaux (retraites, Code des pensions, statut de la Fonction publique...) implique d'imposer la rupture avec les structures de dialogue social mises en place par Bayrou.

Le 5 décembre a montré la volonté de combattre des personnels. Tout doit être entrepris pour que les organisations syndicales (SNES, SNUipp, FSU, CGT, FO, Solidaires ...) quittent les discussions avec le gouvernement (retraites, choc des savoirs ...) et organisent la mobilisation en la centrant contre l'application de la politique du gouvernement Bayrou et pour la satisfaction des revendications des personnels.